

**JOINING FORCES :  
CHILD RIGHTS NOW !**



# PRINCIPALES ORGANISATIONS DE DEFENSES DES DROITS DE L'ENFANT APPEL A UNE DEUXIEME REVOLUTION DES DROITS DE L'ENFANT

TRENTE ANS APRES L'ADOPTION PAR LES DIRIGEANTS DU  
MONDE ENTIER DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE  
L'ENFANT, DES MILLIONS D'ENFANTS N'ONT TOUJOURS PAS LES  
DROITS ET LA PROTECTION QUI LEUR SONT NECESSAIRES  
POUR GRANDIR ET S'EPANOUIR

**NEW YORK, 26 juin 2019** – Trente ans après que les dirigeants du monde entier se sont engagés à protéger les droits de tous les enfants, des millions d'entre eux ne vont toujours pas à l'école, vivent dans la pauvreté, sont exploités, subissent des violences, font l'objet de mauvais traitements et de négligence. Un nouveau rapport intitulé « A Second Revolution: 30 years of child rights, and the unfinished agenda » (Une deuxième révolution : 30 ans de droits de l'enfant et un projet inachevé) nous avertit qu'il est temps que la communauté mondiale tienne ses promesses faites dans le cadre de la Convention relative aux droits de l'enfant (UN CRC).

Produit par Joining Forces Alliance, qui réunit six grandes organisations œuvrant en faveur des enfants, le rapport présente les raisons pour lesquelles une nouvelle ère d'engagement en faveur des enfants doit émerger. Selon les membres de cette alliance, les gouvernements doivent prendre des mesures ambitieuses en faveur des enfants qui continuent de vivre dans la souffrance, souvent victimes de discrimination fondée sur l'identité de genre, la race, la caste, la religion, le handicap ou l'orientation sexuelle.

« Les progrès réalisés depuis l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant sont remarquables mais comment ignorer les millions d'enfants laissés de côté ? » déclare Meg Gardinier, présidente du Comité de supervision des directeurs généraux de Joining Forces. « Ce sont les enfants les plus vulnérables que le monde entier ignore, ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté, les jeunes dans une situation fragile, les réfugiés et les enfants affectés par un handicap. Nous ne sommes pas parvenus à concrétiser nos engagements en changements durables et nous nous devons de mieux faire. Il s'agit là d'un échec tout autant moral, que légal et économique que le monde ne peut absolument pas accepter. »

Les statistiques internationales nous indiquent clairement les défis à relever. Chaque année :

Plus de 5 millions d'enfants meurent de causes évitables et près de la moitié de ces décès sont dus à la sous-nutrition.

95 000 enfants (70 % d'entre eux étant des garçons) sont assassinés et 15 millions d'adolescentes disent avoir subi des violences sexuelles.

64 millions d'enfants n'ont pas accès à une éducation primaire.



Le rapport met en exergue les principaux facteurs à l'origine des manquements, notamment le manque d'investissements dans les services essentiels aux enfants. Par exemple, la plupart des pays ne dédient pas 5 à 6 % de leur PIB à une couverture universelle de soins de santé de base. Et l'aide internationale, sur laquelle les pays les plus pauvres comptent, ne permet pas de satisfaire les besoins dans des domaines critiques comme la santé et l'éducation.

Un autre facteur est le manque de données de qualité. Les gouvernements ont tendance à compter sur des données reflétant des moyennes nationales, ce qui complique l'identification des besoins de certains enfants et le suivi des avancées. Une ventilation des données par genre, âge, handicap et lieu de résidence est d'autant plus importante que de nombreuses violations des droits touchent essentiellement les groupes d'enfants défavorisés.

Joining Forces Alliance appelle les gouvernements à respecter la Convention relative aux droits de l'enfant et à agir dans tous les domaines où cela est nécessaire. Par exemple, les gouvernements doivent :

- Promulguer des lois, élaborer des politiques, présenter des budgets et mettre en œuvre des programmes tenant compte des besoins de tous les enfants.
- Promouvoir les droits de tous les enfants marginalisés et défendre l'égalité des sexes.
- Soutenir une participation utile et enrichissante des enfants et défendre leurs droits à la liberté d'expression et d'opinion.

Donner réellement la parole aux enfants, les écouter et prendre en compte leur opinion sont des conditions essentielles pour progresser. Partout dans le monde, les enfants continuent d'être traités comme des bénéficiaires passifs, soumis à des décisions prises par des adultes. Pourtant, le droit de participation des enfants est l'un des principes fondamentaux de la Convention relative aux droits de l'enfant. Des obstacles persistent à tous les niveaux de la société : du manque de reconnaissance dans les lois et les politiques à la capacité limitée des adultes à permettre une participation des enfants utile et enrichissante, en passant par le manque d'accès au système judiciaire pour les enfants souhaitant faire valoir leurs droits face à des violations qu'ils ont subies.

« S'il vous plaît, écoutez-nous » déclare Lucia, une jeune Espagnole interviewée dans le cadre du rapport. « Il y en a encore trop de gens qui estiment que parce qu'on est un enfant, notre opinion est ridicule, n'a aucun sens ou ne vaut rien. Même si elle est totalement valable. Ils pensent que l'opinion d'un enfant ne vaut pas la peine d'être entendue. »

Pour consulter le rapport dans son intégralité ainsi que ses recommandations, veuillez cliquer [ici](#).

\*\*

Joining Forces est une alliance de six ONG influentes œuvrant avec et pour les enfants âgés de moins de 18 ans (ChildFund Alliance, Plan International, Save the Children International,



SOS Children's Villages International, Terre des Hommes International Federation et World Vision International). Joining Forces œuvre actuellement sur deux axes de travail: Child Rights Now! qui est à l'origine de ce rapport et Ending Violence Against Children. Rendez-vous sur [child-rights-now.org](http://child-rights-now.org) pour en savoir plus.

**Contacts médias :**

Chloé Geoghegan, coordinatrice de projets, Joining Forces: +44 (0)7510 789 839 ; [chloe.geoghegan@plan-international.org](mailto:chloe.geoghegan@plan-international.org)

Elisabeth Schmidt-Hieber, conseillère en communication, SOS Children's Villages International :  
+43 677 630 732 24 ; [Elisabeth.Schmidt-Hieber@sos-kd.org](mailto:Elisabeth.Schmidt-Hieber@sos-kd.org)

Lisa MacSpadden, conseillère en communication stratégique, ChildFund Alliance : 1 + 347-472-3004 ; [lmacspadden@childfundalliance.org](mailto:lmacspadden@childfundalliance.org)